

*Initiatives ministérielles*

dissements crépitent en face devant cette mesure merveilleuse qu'a prise le ministre.

Sans même parler de montants de l'ordre de 200 000 \$ à 250 000 \$ que nombres d'entrepreneurs ne pourraient pas obtenir, on devrait téléphoner à ces établissements de crédit pour les encourager à soutenir les petits entrepreneurs en leur accordant des prêts beaucoup plus modestes.

Pourquoi ne pas venir en aide aux petites entreprises en s'efforçant, comme des gouvernements antérieurs l'ont fait, d'enrayer le problème de marge brute d'autofinancement insuffisante auquel sont confrontées les petites entreprises qui essaient de démarrer ou qui sont déjà en exploitation? On pourrait ainsi répondre au besoin des jeunes Canadiens de faire leurs premières armes dans la société, de commencer à acquérir de l'expérience et de recevoir de la formation en milieu de travail.

Il existait un programme, sous le régime libéral, qui visait à répondre à ces besoins de la société en faisant appel aux petites entreprises. On leur disait: «Si vous êtes prêtes à embaucher des jeunes Canadiens pour qu'ils remplissent de vrais postes dans votre organisation et à leur donner leur première chance, la possibilité d'acquérir de l'expérience et la formation en milieu de travail, nous allons vous aider à payer leur salaire. Pour vous encourager, à titre d'employeurs, et prêter une aide financière à nos jeunes, nous allons payer une partie du salaire de ces jeunes employés.»

C'est ce que j'appelle de l'argent dépensé utilement, pas futillement. Voilà un exemple des dépenses publiques intelligentes: prêter une aide concrète à un petit entrepreneur pour lui permettre de payer ses frais de personnel, tout en donnant une chance importante à un jeune Canadien de bien débiter sur le marché du travail.

Pourquoi ne prenons-nous plus des initiatives de la sorte? A défaut de ce programme en particulier, pourquoi n'utilisons-nous pas la créativité qui a alimenté cette initiative il y a quelques années pour songer à une initiative analogue? Cela aiderait concrètement à répondre à différents besoins dont nous, députés, entendons parler dans nos propres entreprises.

Pourquoi le gouvernement et le pays ne sont-ils pas dynamiques sur le marché international? Beaucoup de petites et moyennes entreprises me disent, comme à d'autres députés: nous avons soumissionné des travaux il n'y a pas très longtemps, contre des entreprises japonaises et ouest-allemandes. Les entreprises de ma circonscription qui ont soumissionné ces travaux internationaux ne recevaient tout simplement pas de notre gouvernement le même appui, les mêmes ressources et le même niveau de financement que les entreprises de même taille d'Allemagne de l'Ouest ou du Japon pouvaient obtenir de leur gouvernement. Ainsi, les soumissions de nos

petites entreprises ne faisaient pas le poids comparative-ment à celles de ces entreprises étrangères.

En outre, nous ne devons pas seulement parler de l'accord de libre-échange ou de l'ALENA, qui fait l'orgueil du gouvernement et qui lui fait dire que nous évoluons vraiment avec le reste du monde. Nous parlons du nouvel ordre mondial et nous devons être concurrentiels. Le fait est que l'accord de libre-échange nous a causé beaucoup plus de tort que de bien.

Lorsqu'on parle d'entreprises qui livrent concurrence à d'autres, soyons très pratiques. Sachons faire face à la concurrence et appuyons ces entreprises pour qu'elles puissent présenter des soumissions en recevant au moins une aide comparable à celle que reçoivent de leur gouvernement les entreprises étrangères.

Pourquoi ne pas stimuler l'économie? Nous avons beaucoup entendu dire à la Chambre que le gouvernement ne peut pas le faire. Il n'est pas disposé à stimuler l'économie et à dépenser de l'argent parce qu'il laisse entendre qu'il n'y en a pas à dépenser.

• (1610)

Je ne veux pas laisser entendre que nous devrions devenir irresponsables dans la gestion de nos finances. Pensez-vous que les Américains ne se soucient pas de leurs finances? Pensez-vous que les Japonais ne se soucient pas des leurs? Croyez-vous que la Communauté européenne ne se préoccupe pas également des siennes? Pendant cette période difficile, ces différents pays ont pris la décision très concrète de tenter de stimuler les entreprises, la confiance, les investissements et les dépenses.

Le refus entêté, dogmatique et persistant du gouvernement de tenter de stimuler notre économie nuit avant tout au secteur de la petite entreprise. Dans ma circonscription, par exemple, beaucoup de ces petites entreprises sont dans le secteur des métiers et de la construction. Des entreprises qui employaient 80, 90 ou 100 personnes n'en emploient plus que deux ou trois. Au lieu de se tourner vers Toronto, elles se tournent vers l'Europe de l'Est pour les travaux de construction. Elles pensent à Taiwan. Elles viendront nous dire qu'elles n'obtiennent plus de travail ni de possibilités d'investissement en Ontario ou à Toronto. La principale raison en est que le marché est mort.

Il faut reconnaître les faits. On ne peut pas s'abriter toujours derrière de beaux principes. Il faut aussi se rendre compte que stimuler l'économie n'est pas un gaspillage d'argent, mais qu'en fait cela provoque la création d'emplois, que cela encourage les petites entreprises à prendre des risques et à embaucher davantage d'employés, que cela augmente les recettes et permet d'établir la confiance.